

CAMEROUN

Alors que les signalements d'attaques contre des écoles, des élèves et du personnel scolaire perpétrées par Boko Haram dans l'Extrême-Nord ont diminué en 2018 et 2019, une recrudescence des attaques signalées contre des élèves, du personnel et des infrastructures éducatives des écoles et des universités dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a été enregistrée au cours de la période de référence 2017-2019, entraînant des blessures, la mort ou la détention d'au moins 560 élèves et enseignants des écoles et universités à travers le pays.

Contexte

Des attaques contre l'éducation au Cameroun au cours de la période de référence 2017-2019 ont eu lieu en relation avec deux crises en cours. La première a été l'insurrection de Boko Haram, un groupe armé d'origine nigériane, devenu actif fin 2014 dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. La deuxième concernait des violences armées entre l'État et des groupes sécessionnistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui ont éclaté fin 2016.

Dans la région de l'Extrême-Nord, Boko Haram a continué de mener des attaques contre des écoles et des civils, à l'instar de ses actions dans le bassin du lac Tchad.¹ L'ONU a fait état d'une forte augmentation du nombre d'attaques suicides en novembre et décembre 2018.² Cette tendance s'est poursuivie en 2019, lorsque l'Institut d'études de sécurité a signalé que des attaques dans la région de l'Extrême-Nord se produisaient presque quotidiennement.³ L'OIM a signalé 270 870 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), 110 574 rapatriés et 46 845 réfugiés hors des camps dans la région de l'Extrême-Nord en août 2019.⁴

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'insécurité s'est aggravée au cours de la période de référence 2017-2019, en raison de l'intensification de la violence de plusieurs groupes armés séparatistes, qui ont commencé à émerger en 2017. Fin 2019, l'ONU a indiqué que le Cameroun était confronté à des crises humanitaires parallèles et estimait que 3,9 millions de personnes, dont beaucoup se trouvaient dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, avaient besoin d'une assistance vitale.⁵ OCHA a également signalé qu'à la fin de 2019, le HCR estimait que plus de 679 000 personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays en raison de la crise, et que plus de 50 000 personnes avaient fui vers le Nigéria à fin décembre 2019.⁶ Plus de 1 800 personnes ont été tuées entre 2017 et début 2019 dans les deux régions.⁷

Boko Haram ainsi que les groupes armés séparatistes anglophones ont explicitement ciblé l'éducation, entravant le droit à l'éducation au Cameroun. En 2018, OCHA a estimé que 398 écoles ont été fermées, 68 dans la région de l'Extrême-Nord, 144 dans la région du Nord-Ouest et 186 dans la région du Sud-Ouest.⁸ Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les séparatistes ont imposé le boycott des écoles, une pratique qui est entrée dans sa quatrième année scolaire en septembre 2019.⁹ En septembre 2019, les délégués régionaux de l'éducation de base ont signalé un taux de fréquentation de 4 % dans les écoles primaires, ce qui signifie que seuls 12 200 enfants sur 321 900 enfants inscrits étaient effectivement scolarisés. En novembre 2019, OCHA a signalé que 90 % des écoles primaires publiques et 77 % des écoles secondaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest étaient fermées ou non opérationnelles, et que 91 % des enfants en âge d'aller à l'école n'étaient pas scolarisés.¹⁰ Des preuves anecdotiques suggèrent également que les fermetures d'écoles ont conduit à des salles de classe surpeuplées dans les zones sans conflits en raison du déplacement.¹¹

Cependant, dans la région de l'Extrême-Nord, le renforcement de la sécurité des élèves et du personnel éducatif a permis la réouverture de 23 écoles au cours de l'année scolaire 2018-2019, et de quatre écoles au cours de l'année scolaire 2019-2020, ce qui a augmenté la fréquentation des enfants réfugiés nigériens dans la région ainsi que des enfants camerounais.¹² Cependant, dans la région de l'Extrême-Nord, les attaques de Boko Haram ont provoqué des déplacements de population et des fermetures d'écoles, selon des évaluations multisectorielles menées à la mi-2019.¹³

En septembre 2018, le Cameroun est devenu le 81^{ème} pays à signer la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

Attaques contre les écoles

Pour la période 2017-2019, la GCPEA a recueilli des rapports de différentes sources indiquant près de 60 attaques contre des écoles au Cameroun.

Les attaques ont diminué dans l'Extrême-Nord et se sont intensifiées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, par rapport à la période de référence 2013-2017. Boko Haram, qui aurait été responsable des dommages ou de la destruction de centaines d'écoles et de salles de classe au cours de la période de référence 2013-2017,¹⁴ n'avait attaqué des écoles que sporadiquement au moment de la rédaction du présent rapport. En 2017, il y a eu quatre rapports sur au moins quatre écoles touchées par un incendie criminel ou un attentat à la bombe dans la région de l'Extrême-Nord, selon des sources médiatiques identifiées par la GCPEA.¹⁵ En 2018, la GCPEA n'a documenté qu'un seul rapport médiatique d'incendie criminel dans une école de Virkaza, dans la région de l'Extrême-Nord, le 23 février 2018.¹⁶

La majorité des attaques contre des écoles entre 2017 et 2019 ont eu lieu dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où des groupes séparatistes armés ont perpétré des attaques contre l'éducation dans le cadre d'une campagne plus large visant à obtenir une plus grande reconnaissance politique. Les attaques dans ces régions ont augmenté par rapport à la période de référence 2013-2017. En 2018, l'ONU a rapporté que 54 écoles avaient été attaquées et 4 437 écoles fermées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à la suite du conflit.¹⁷ De même, Amnesty International a signalé qu'entre 2016 et la mi-2018, des séparatistes armés avaient incendié 42 écoles et ciblé des enseignants qui n'avaient pas participé à un boycott contre le gouvernement, qui comprenait les écoles.¹⁸

En 2018, la GCPEA a compilé des rapports provenant de sources médiatiques et d'ONG concernant 11 attaques contre des écoles dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, qui impliquaient principalement des incendies criminels et des coups de feu.¹⁹ Les séparatistes, bien que souvent soupçonnés, ont rarement revendiqué la responsabilité de ces événements ; en outre, certaines attaques contre des écoles auraient été attribuées aux forces armées de l'État. Voici quelques exemples :

- Human Rights Watch a rapporté que des séparatistes armés ont attaqué le dortoir d'un lycée à Widikum, région du Nord-Ouest, le 26 mars 2018, tirant sur un élève. Les séparatistes avaient auparavant ordonné à l'école de fermer.²⁰
- À Kumbo, dans la région du Nord-Ouest, une dizaine de personnes auraient fait une descente au lycée de Melim et vandalisé des bureaux, selon *All Africa*, provoquant la fuite des enseignants et des élèves le 4 septembre 2018.²¹
- Le 3 décembre 2018, Human Rights Watch a rapporté que des forces de sécurité de l'État ont incendié un centre de formation professionnelle ainsi que la maison d'un enseignant, puis d'autres maisons, après avoir combattu avec des séparatistes armés à Kumbo, dans la région du Nord-Ouest.²²

En outre, des séparatistes armés ont mené au moins une autre attaque dans la région frontalière du Littoral. Le 29 octobre 2018, des séparatistes ambazoniens présumés auraient brûlé des uniformes d'élèves, des sacs et d'autres articles scolaires dans une école gouvernementale bilingue de la région du Littoral, selon le *Journal du Cameroun*.²³

En 2019, trois rapports d'attaques contre des écoles ont été recensés par la GCPEA, au moment de la rédaction du présent document. L'une de ces attaques s'est produite dans la région voisine de l'Ouest. Ces attaques impliquaient toutes un incendie criminel.

- Le *Journal du Cameroun* a rapporté que le 19 janvier 2019, des individus armés inconnus soupçonnés d'appartenir à un groupe armé ont incendié le bloc administratif du lycée technique du gouvernement, à Mbengwi, division Momo, région du Nord-Ouest. L'école aurait fermé plusieurs mois auparavant en raison d'affrontements entre des séparatistes armés et les forces de sécurité de l'État.²⁴
- *L'Agence de Presse Africaine* et le *Journal du Cameroun* ont rapporté que le 5 février 2019, à Babadjou, région de l'Ouest, des séparatistes ont incendié le lycée bilingue Savion, ainsi que la voiture du directeur, puis ont pillé les locaux de l'établissement.²⁵
- Une école de Muyaka, dans le district de Fako, région du Sud-Ouest, aurait été totalement incendiée par des acteurs inconnus à une date non précisée en avril 2019, selon une source médiatique locale.²⁶

Attaques contre des élèves, des enseignants et d'autres membres du personnel éducatif

Entre 2017 et 2019, la GCPEA a recueilli des rapports de différentes sources indiquant au moins 115 attaques contre des élèves, des enseignants et d'autres personnels de l'éducation.

Les attaques contre les élèves, les enseignants et le personnel éducatif ont constitué la forme d'attaque la plus courante contre l'éducation au Cameroun, au cours de la période considérée. Le site Web des médias de l'ONU, *The New Humanitarian*, a rapporté que, bien que des informations statistiques ne soient pas disponibles, au moins 100 cas d'enlèvements à l'école par des groupes séparatistes présumés se seraient produits entre la fin de 2017 et décembre 2018 dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, et en particulier dans les capitales régionales, Buea et Bamenda.²⁷

En 2017, la GCPEA a identifié quatre rapports de médias et d'ONG faisant état d'attaques contre des élèves et des enseignants, même si aucune ne comportait d'enlèvements.²⁸ En revanche, par le biais des médias et des sources des ONG et de l'ONU, la GCPEA a documenté environ 35 cas d'attaques contre des élèves, des enseignants et d'autres personnels de l'éducation, qui ont touché au moins 535 personnes entre janvier 2018 et décembre 2019, dont 20 en 2019.²⁹ Une évaluation des besoins par le Cluster Éducation réalisée entre mars et juin 2019 a également révélé que des attaques contre des élèves, des enseignants et des membres du personnel de l'éducation se produisaient fréquemment pendant cette période.³⁰

Deux des cas d'enlèvements les plus notables au cours de la période considérée étaient des enlèvements collectifs. Le plus important s'est produit le 16 février 2019, lorsqu'un groupe armé non identifié a enlevé 170 élèves, un enseignant et deux élèves d'une école catholique de la ville de Kumbo, dans la région du Nord-Ouest. Afin de négocier la libération des otages, les responsables ecclésiastiques ont fermé l'école.³¹ Dans un autre cas notable, des séparatistes armés présumés ont enlevé au moins 78 élèves et trois membres du personnel scolaire, dont le directeur, d'une école secondaire de Bamenda, le 5 novembre 2018. Tous les élèves ont été libérés le lendemain et les auteurs de l'attaque ont également diffusé une vidéo des élèves enlevés, comme un avertissement contre la fréquentation des écoles, dans laquelle les auteurs se sont identifiés comme des « garçons Amba » (séparatistes ambazoniens).³²

D'autres enlèvements signalés en 2018 et en 2019 sont les suivants :

- Le 25 mai 2018, Human Rights Watch a rapporté que deux directrices d'école avaient été enlevées à différents endroits dans la région du Sud-Ouest, à la veille d'examens nationaux et avaient été sévèrement averties d'annuler les examens. Les enlèvements étaient liés à des groupes séparatistes armés. Les deux directrices ont finalement été libérées.³³
- Selon *Voice of America* (VOA), des séparatistes présumés auraient enlevé six élèves à Bamenda le 3 septembre 2018, le premier jour de l'année scolaire.³⁴
- Les médias internationaux, l'ONU, Human Rights Watch et ICG ont rapporté qu'à Kumba, dans la région du Sud-Ouest, des hommes armés auraient enlevé au moins neuf élèves et un enseignant le 20 novembre 2018. Les forces militaires ont combattu les hommes armés, soupçonnés d'être des séparatistes ambazoniens, afin d'obtenir la libération des victimes. L'enseignant a été blessé au cours de ce processus.³⁵
- *Xinhua* a rapporté que le 24 janvier 2019, des hommes armés ont enlevé cinq élèves alors qu'ils se rendaient à l'école à Buea, capitale de la région du Sud-Ouest.³⁶
- À la mi-juin 2019, des séparatistes présumés ont enlevé le propriétaire d'un lycée à Limbé, dans la région du Sud-Ouest, selon l'ONU.³⁷
- À la mi-septembre 2019, trois élèves auraient été enlevées par des assaillants armés non identifiés alors qu'elles se rendaient à une école catholique de Ngomgham dans le district de Bamenda, région du Nord-Ouest, comme le rapporte l'ONU.³⁸

Des rapports d'au moins trois cas de meurtres d'enseignants et de directeurs d'établissements ont été documentés en 2018 et 2019, tous dans les régions anglophones. Ces exemples sont les suivants :

- Le directeur d'une école primaire publique de la ville d'Etam, région du Sud-Ouest, a été décapité le 20 février 2018, comme le rapporte le *Journal du Cameroun*. Des sources locales ont affirmé que les combattants sép-

artistes l'avaient pris pour cible après qu'il eut donné une « *interview radio provocante* ». ³⁹

- Le *Journal du Cameroun* a rapporté que le 21 novembre 2018, des membres d'un groupe armé séparatiste auraient tué le directeur adjoint d'un lycée bilingue gouvernemental dans la ville et la subdivision de Belo, division Boyo, région du Nord-Ouest. ⁴⁰
- Le 10 décembre 2018, un membre du personnel du lycée technique du gouvernement de Njinikejem, subdivision de Belo, région du Nord-Ouest, a été tué par des assaillants armés, selon le *Journal du Cameroun*. ⁴¹

En outre, un compte rendu de la répression par l'État d'une manifestation d'enseignants a été réalisé. Le 1^{er} mars 2018, plus de 200 enseignants ont été détenus à Yaoundé, la capitale du Cameroun, dans la région du Centre, où des enseignants avaient planifié une manifestation pour réclamer de meilleures conditions de travail et des mois d'arriérés de salaires. ⁴²

Outre le personnel et les élèves, des hauts fonctionnaires travaillant dans le secteur de l'éducation ont également été explicitement visés. En 2018 et 2019, deux cas de ce type ont été documentés dans la région du Sud-Ouest :

- VOA a rapporté que le 17 mars 2018, le nouveau président du conseil scolaire anglophone du Cameroun a été enlevé et libéré quelques jours plus tard. ⁴³
- La voiture du délégué régional à l'enseignement secondaire pour la région du Sud-Ouest a été incendiée par des séparatistes ambazoniens présumés le 4 février 2019 dans la ville de Buea, selon le *Journal du Cameroun*. ⁴⁴

Utilisation militaire des écoles et des universités

Pour la période 2017-2019, la GCPEA a recensé des rapports de différentes sources indiquant jusqu'à 40 incidents d'utilisation militaire des écoles.

En 2017, les forces nationales auraient occupé au moins 15 écoles dans la région de l'Extrême-Nord, empêchant l'accès à l'éducation de quelque 8 000 enfants. ⁴⁵ En 2018, la GCPEA a identifié un incident signalé d'utilisation militaire qui a conduit à une attaque contre une école dans la région du Sud-Ouest. Le 16 septembre 2018, des sources médiatiques et Amnesty International ont rapporté que des hommes armés avaient attaqué le Collège Saint-Joseph, un lycée de Sasse, Buea, dans la région du Sud-Ouest, blessant plus de 20 personnes avec des machettes et des fusils. ⁴⁶ Amnesty International a rapporté que des séparatistes avaient attaqué des soldats stationnés près de l'école. ⁴⁷ À la suite de l'incident, au moins six écoles de Buea et des environs ont demandé aux parents de garder leurs enfants à la maison. ⁴⁸

En 2019, selon les autorités régionales de l'éducation, les forces militaires de l'État ont utilisé un total de 18 écoles dans les divisions de Logone et Chari (9), Mayo-Sava (8) et Mayo-Tsanaga (1). Parmi ces écoles, 16 sont restées fonctionnelles et deux ont été fermées. Dans huit écoles, les militaires résidaient et enseignaient, dans deux écoles, le personnel militaire enseignait mais n'habitait pas le bâtiment, et dans sept autres cas, l'État utilisait l'école comme logement mais n'enseignait pas. Selon des sources de l'ONU, la présence militaire était en partie due à un manque d'enseignants dans les zones d'insécurité. Des rapports suggéraient également que les militaires continuaient de porter des uniformes ainsi que des armes lorsqu'ils se trouvaient dans les locaux de l'école, bien que le ministère de l'Éducation ainsi que des organisations non gouvernementales aient plaidé pour le respect des principes de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. ⁴⁹

En 2019, dans la région du Nord-Ouest, la GCPEA a également identifié deux incidents d'utilisation militaire signalés :

- Le 3 janvier 2019, les forces armées de l'État ont incendié une école qui aurait été utilisée par des séparatistes armés dans le village d'Eka, division de Widikum, région du Nord-Ouest, selon des sources sur Twitter. Des chercheurs du Human Rights Center de l'Université de Californie à Berkeley ont confirmé l'incendie de l'école par l'armée camerounaise, mais n'ont pas vérifié l'utilisation de l'école par un groupe armé. ⁵⁰
- En mai 2019, Human Rights Watch ainsi qu'une source médiatique locale ont également rapporté que des séparatistes armés avaient utilisé une école abandonnée à Bali, division Mezam, région du Nord-Ouest, pour torturer un civil, en utilisant du feu, des machettes et des bâtons. L'incident, enregistré en vidéo, a été confirmé par au moins 12 sources, dont cinq ont reconnu l'école. ⁵¹

Attaques contre l'enseignement supérieur

Comme lors de la période de référence précédente, des attaques contre des étudiants et du personnel de l'enseignement supérieur se sont produites sporadiquement entre 2017 et 2019, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, avec au moins 13 attaques perpétrées par les forces de sécurité de l'État ainsi que par des groupes armés non étatiques. En 2017, la GCPEA a documenté trois attaques contre l'enseignement supérieur dans les deux régions, qui comprenaient des détentions et des raids.⁵² Deux de ces attaques ont été menées en réponse à des manifestations et des grèves antigouvernementales qui ont débuté à la fin de 2016, et la troisième attaque concernait la répression d'étudiants sécessionnistes.

Les tensions dans les universités camerounaises se sont poursuivies en 2018, en raison du conflit en cours lié aux groupes séparatistes dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. En 2018, le GCPEA a identifié quatre attaques contre des étudiants et des personnels de l'enseignement supérieur. Comme pour les autres attaques contre l'éducation, des séparatistes armés ont pris pour cible les universités parce qu'ils les considéraient comme un instrument du gouvernement central.⁵³ Voici quelques exemples :

- Un professeur et un membre du personnel ont été enlevés le 10 novembre 2018 à l'Université de Buea, région du Sud-Ouest, qui est un centre important pour l'enseignement de l'anglais dans le pays, selon l'Agence France Presse.⁵⁴
- Des hommes armés non identifiés ont enlevé au moins 12 étudiants de l'Université de Bamenda, région du Nord-Ouest, le 8 décembre 2018, les libérant deux jours plus tard. Les ravisseurs ont par la suite diffusé une vidéo des étudiants et ont découragé les autres de suivre les cours.⁵⁵

En 2018 également, des étudiants ainsi que des professeurs d'université qui ont exprimé leur soutien aux causes pro-anglophones et sécessionnistes ont été ciblés par les forces de l'État. Human Rights Watch a documenté le cas d'une attaque visant un étudiant de troisième année à l'université soupçonné de soutenir des causes sécessionnistes. La victime, âgée de 22 ans, a été battue à mort par les forces de sécurité alors qu'elle rentrait chez elle pour rendre visite à sa famille.⁵⁶

En 2019, au moins cinq attaques contre des étudiants de l'enseignement supérieur et une attaque contre un établissement d'enseignement supérieur ont été signalées par des médias, l'ONU et des ONG.⁵⁷ Comme en 2018, lorsque des attaques se sont produites à un rythme similaire, la majorité des incidents ont été attribués à des groupes séparatistes armés, même si un incident impliquait également les forces armées de l'État. Les étudiants étaient souvent ciblés dans des résidences universitaires sur le campus ou à proximité. On retrouve parmi les exemples :

- Le 9 février 2019, VOA a rapporté que l'armée camerounaise avait évacués par la force des centaines d'étudiants de leurs dortoirs à l'Université de Buea, dans la région du Sud-Ouest. Les forces de sécurité de l'État auraient détenu les étudiants pendant plusieurs heures avant de les relâcher et de les exhorter à poursuivre leurs activités académiques. Un étudiant a rapporté à VOA que les étudiants avaient cessé de suivre les cours en raison des menaces proférées par les séparatistes.⁵⁸
- Le 20 mars 2019, OCHA et les médias ont rapporté que 20 étudiants avaient été enlevés à l'Université de Buea, région du Sud-Ouest. Les étudiants, tous membres de l'équipe de football qui s'entraînaient lorsque l'événement s'est produit, ont été libérés au bout de trois jours et auraient été torturés par les ravisseurs, selon CNN et VOA.⁵⁹
- Le 13 juin 2019, OCHA et Xinhua ont rapporté que des assaillants armés non identifiés avaient enlevé trois étudiants dans une auberge d'un établissement de formation des professeurs à Bambilim, division de Bamenda, région du Nord-Ouest.⁶⁰
- Selon des médias locaux, le 10 novembre 2019, des séparatistes armés présumés auraient enlevé huit étudiants et tué un étudiant qui résistait à leur expulsion d'une auberge de jeunesse à l'Université de Bamenda, région du Nord-Ouest.⁶¹

- ¹ International Crisis Group (ICG), *Cameroon's Far North : A New Chapter in the Fight Against Boko Haram*, (ICG : Bruxelles, 14 août 2018).
- ² OCHA, « Lake Chad Basin : Crisis Update No. 26. November-December 2018 », OCHA, janvier 2018.
- ³ Remadji Hoinathy, Foteh Akum, et Evelyne Taryam. « Vigilance committees' dilemma in the fight against Boko Haram », Institute for Security Studies (ISS), *ISS Today*, 21 octobre 2019.
- ⁴ « Cameroun — Dashboard de Déplacement 19 (12–25 Août 2019) », OIM, août 2019.
- ⁵ OCHA, « Cameroon Humanitarian Response Plan 2020 », (Yaoundé : OCHA, mars 2020), p. 8.
- ⁶ HCR, Portail opérationnel, Cameroun.
- ⁷ Moki Edwin Kindzeka, « Cameroon Military Delivering Aid to English-Speaking Regions », *Voice of America*, 14 juin 2019.
- ⁸ « Cameroun Aperçu humanitaire (mise à jour pour décembre 2018) », OCHA, 22 janvier 2019.
- ⁹ Alphonse Tebeck, « 'We aren't safe at all': Cameroonians flee English-speaking regions », *RFI*, 27 août 2019.
- ¹⁰ « Cameroon : North-West and South-West Situation Report No. 12 », OCHA, 21 novembre 2019, p. 3.
- ¹¹ Plan International, *Adolescent girls in crisis : Voices from the Lake Chad Basin*, (Woking : Plan International, 2018).
- ¹² Moki Edwin Kindzeka, « Cameroon's Nigerian refugees return to school as Boko Haram worries fade », *Voice of America*, 25 septembre 2018.
- ¹³ Information communiquée par un interlocuteur à l'ONU, par mail le 5 novembre 2019.
- ¹⁴ GCPEA, *L'Éducation prise pour cible 2018*, p. 94.
- ¹⁵ « Cameroon : Two female Boko Haram bombers killed in suicide blast in the Far North region », *Cameroon-Concord*, 4 avril 2017 ; source locale, citée dans ACLED, Event ID CAO1323 ; Education under Attack Monthly News Brief, Insight Insecurity, novembre 2017, p. 2 ; *L'Œil du Sahel*, cité dans ACLED, Event ID CAO874 ; « Cameroun : Des salles de classe et des champs détruits par Boko Haram », *ActuCameroon*, 21 novembre 2017.
- ¹⁶ « Death and destruction as Boko Haram launches fresh attacks in Cameroon », *World Watch Monitor*, 1^{er} mars 2018.
- ¹⁷ UNICEF, « West and Central Africa : Education in Emergencies (EIE) – Jan – Dec. 2018 », 3 mars 2019.
- ¹⁸ « Cameroon : Anglophone regions gripped by deadly violence », communiqué de presse d'Amnesty International, 11 juin 2018.
- ¹⁹ Edwin Kindzeka Moki, « Armed men attack school in Cameroon's English-speaking area », *Associated Press*, 17 septembre 2018 ; Moki Edwin Kindzeka, « School Attacks in Cameroon Prompt Parents to Withdraw Students », *Voice of America*, 18 septembre 2018 ; Twitter Source ; AP, cité dans ACLED, Event ID CAO1625 ; « Cameroon : gunmen attack school in Penda Mboko », *Journal du Cameroun*, 30 octobre 2018 ; Twitter, cité dans ACLED, Event ID CAO1766 (information téléchargée le 3 janvier 2019) ; « Cameroun : Nouvelles attaques contre des civils menées par les forces de sécurité et par les séparatistes », communiqué de presse de Human Rights Watch, 27 mars 2019.
- ²⁰ Human Rights Watch, « Ces meurtres peuvent être stoppés : Abus commis par les forces gouvernementales et par des groupes séparatistes dans les régions anglophones du Cameroun », (New York : Human Rights Watch, juillet 2018).
- ²¹ « Cameroon : Disruption of Schools - Government Condemns Atrocities in North-West, South West », *All Africa*, 6 septembre 2018.
- ²² Human Rights Watch, « Cameroun : Nouvelles attaques contre des civils menées par les forces de sécurité et par les séparatistes », communiqué de presse, 27 mars 2019.
- ²³ « Cameroon : Gunmen attack school in Penda Mboko », *Journal du Cameroun*, 30 octobre 2018.
- ²⁴ « Cameroon : Part of GTHS Mbongwi razed by fire », *Journal du Cameroun*, 22 janvier 2019.
- ²⁵ *Journal du Cameroun*, cité dans Insecurity Insight, « Education in Danger Monthly News Brief: February 2019 », février 2019 ; Mbog Achille, « Cameroon's 'secessionists' torch bilingual school », *APA News*, 6 février 2019.
- ²⁶ Amindeh Blaise Atabong, « Intractable conflict deals Cameroon's agricultural sector a heavy blow », *Equal Times*, 7 mai 2019.
- ²⁷ Arison Tamfu, « A generation of unschooled Cameroonians, another generation of conflict ? », *The New Humanitarian*, 19 décembre 2018.
- ²⁸ « Cameroun - Crise anglophone / Limbé : Un élève brutalisé par la population pour avoir voulu se rendre à l'école », *Cameroon-Info.Net*, 16 janvier 2017 ; *Xinhua News*, cité dans ACLED, Event ID CAO671 ; Human Rights Watch, « Ces meurtres peuvent être stoppés : Abus commis par les forces gouvernementales et par des groupes séparatistes dans les régions anglophones du Cameroun », (New York : Human Rights Watch, juillet 2018), pp.26 - 27.
- ²⁹ Vous trouverez une liste complète de références sur le site internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.
- ³⁰ Information communiquée par un interlocuteur à l'ONU reçue par mail le 5 novembre 2019.
- ³¹ « Cameroon kidnap : 170 students freed », *BBC News*, 18 février 2019.
- ³² Conseil de sécurité des Nations Unies, « La situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale : Rapport du Secrétaire général », S/2018/1065, 29 novembre 2018.
- ³³ « Cameroon : Une provisoire détenue par des séparatistes armés », communiqué de presse de Human Rights Watch, 29 mai 2018.
- ³⁴ Moki Edwin Kindzeka, « Cameroon's Military, Separatists Trade Blame for School Attacks, Kidnappings », *Voice of America*, 8 septembre 2018.
- ³⁵ Vous trouverez une liste complète de références sur le site internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.
- ³⁶ « 5 students, 2 lawyers kidnapped in Cameroon's Anglophone regions » *Xinhua*, 25 janvier 2019.
- ³⁷ « Cameroon : North-West and South-West Situation Report No. 08 », OCHA, 30 juin 2019, p. 2.
- ³⁸ « Cameroon : North-West and South-West Situation Report No. 11 », OCHA, 30 septembre 2019, p. 2.
- ³⁹ Ajumane, Francis, « Head teacher slaughtered by suspected separatists in Etam », *Journal du Cameroun*, 21 février 2018.
- ⁴⁰ « Cameroon : Vice Principal of GBHS Belo killed », *Journal du Cameroun*, 22 novembre 2018.
- ⁴¹ « Cameroon : Gunmen kill teacher in Njinikejem », *Journal du Cameroun*, 11 décembre 2018 ; *Camer.be*, cité dans ACLED, Event ID CAO1900.
- ⁴² Abdur Rahman Alfa Shaban, « Cameroon police detain hundreds of teachers over pay protest », *Africanews*, 1^{er} mars 2018.
- ⁴³ Moki Edwin Kindzeka, « Armed Anglophone separatists in Cameroon kidnap 40 », *Voice of America*, 18 mars 2018.
- ⁴⁴ « Cameroon : Ambazonia fighters et vehicle of SW Education boss ablaze », *Journal du Cameroun*, 4 février 2019.
- ⁴⁵ Information communiquée par un interlocuteur de l'ONU par email en mai 2017.
- ⁴⁶ « Cameroon : Disruption of Schools - Government Condemns Atrocities in North West, South West », *All Africa*, 6 septembre 2018 ; Twitter Source ; AP, cité dans ACLED, Event ID CAO1625, <https://www.acleddata.com/data> ; Moki Edwin Kindzeka, « School Attacks in Cameroon Prompt Parents to Withdraw Students », *Voice of America*, 18 septembre 2018.
- ⁴⁷ « Cameroon : Horrific violence escalates further in Anglophone regions », communiqué de presse d'Amnesty International, 18 septembre 2018.
- ⁴⁸ Edwin Kindzeka Moki, « Armed men attack school in Cameroon's English-speaking area », *Associated Press*, 17 septembre 2018.
- ⁴⁹ Information communiquée par un interlocuteur de l'ONU par email le 24 février 2020.
- ⁵⁰ Israel Ayongwa, Twitter, 11 janvier 2019 ; « Verified incident : School burning in Eka », Open Source Investigations Lab, Human Rights Center, UC Berkeley School of Law, cité dans Scholars Portal Dataverse.
- ⁵¹ *Cameroon Online*, cité dans ACLED, Event ID CAO2344 ; « Cameroon : Une vidéo montre des séparatistes torturant un homme », communiqué de presse de Human Rights Watch, 24 juin 2019.
- ⁵² Scholars at Risk Network, Academic Freedom Monitor, Université de Buea, 17 janvier 2017 ; « Fears for jailed activists as Cameroon cracks down on Anglophone minority »,

The Guardian, 2 février 2017 ; « Homemade bombs rock Anglophone Cameroon », *APA News*, 22 septembre 2017 ; Tunde Fatunde, « President cracks down on, shuts Anglophone universities », *University World News*, 10 octobre 2017.

⁵³ Arison Tamfu, « A generation of unschooled Cameroonians, another generation of conflict ? », *IRIN News*, 19 décembre 2018.

⁵⁴ *AFP*, « University professor, employee kidnapped in Cameroon », *News24*, 18 novembre 2018.

⁵⁵ « Cameroon : At least 12 Bamenda University students kidnapped on graduation day », *Journal du Cameroun*, 11 décembre 2018.

⁵⁶ Human Rights Watch, « Ces meurtres peuvent être stoppés ».

⁵⁷ Moki Edwin Kindzeka, « Nearly 70 Killed in Cameroon as Separatists Stop Youth Week Activities », *Voice of America*, 9 février 2019 ; Li Xia, « Three university students kidnapped in Cameroon's restive Anglophone region », *Xinhua*, 14 juin 2019 ; « Cameroon : North-West and South-West Situation Report No. 08 », OCHA, 30 juin 2019, p. 2 ; « One student killed, 8 abducted in Cameroon's restive Anglophone region », *Xinhua*, 11 novembre 2019 ; *Xinhua* ; Mimi Mefo, cité dans ACLED.

⁵⁸ Moki Edwin Kindzeka, « Nearly 70 Killed in Cameroon as Separatists Stop Youth Week Activities », *Voice of America*, 9 février 2019.

⁵⁹ OCHA, « West and Central Africa : Weekly Regional Humanitarian Snapshot (19-25 March 2019) », 25 mars 2019 ; Moki Edwin Kindzeka, « Cameroon Football Teams Move After Kidnapping of Players, Coaches », *Voice of America*, 29 mars 2019 ; Meme Dominic et Bukola Adebayo, « Kidnapped university football team freed in Cameroon », *CNN*, 22 mars 2019.

⁶⁰ Li Xia, « Three university students kidnapped in Cameroon's restive Anglophone region », *Xinhua*, 14 juin 2019 ; « Cameroon : North-West and South-West Situation Report No. 08 », OCHA, 30 juin 2019, p. 2.

⁶¹ « One student killed, 8 abducted in Cameroon's restive Anglophone region », *Xinhua*, 11 novembre 2019 ; *Xinhua* ; Mimi Mefo, cité dans ACLED, Event ID CAO2637.